

L'UKRAINE, comment réagir

Par madame le Professeur Françoise THIBAUT

Au-delà de la première sidération, de la honte et du chagrin, il s'agit de reprendre quelques éléments du passé et du présent, et de réfléchir à une reconstruction de l'avenir commun.

Déjà évoquée, cette traditionnelle violence extrême des troupes russes : faire une table rase absolue, se débarrasser des encombrants civils, entretenir une peur extrême...Stalingrad, la Tchétchénie, recommencées, encore et toujours...S'emparer du terrain et des biens, anéantir l'humanité.¹

Un second élément spectaculaire, mené à son paroxysme : la guerre de l'information, des fausses nouvelles, aussi bien par les gouvernements, que par les différents organes d'information ; chacun accuse l'autre de mentir, d'abreuver de « fake news ». La désinformation pratiquée de part et d'autre, qu'il s'agisse des Russes, des Ukrainiens ou des Occidentaux est sidérante.

Arrêter cette « guerre » aussi étrange que stupide est la première préoccupation. Obtenir un « cessez le feu » global et réussir à le contrôler. Stabiliser un nouvel équilibre mondial est impératif, sinon il y aura un plongeon généralisé vers la pauvreté et les désordres infinis qu'elle engendre.

Au plan international, il y a dans cette guerre une opportunité sensationnelle : Actualiser l'ONU et le Conseil de Sécurité, ce qui a été impossible à mettre en œuvre depuis 50 ans : Ne pas supprimer le siège de « permanent » de la Russie, car c'est un Grand pays dont on a besoin, mais le « suspendre », le mettre « out of service » et le bloquer tant que la dite Russie n'aura pas d'abord arrêté la guerre puis changé de gouvernement.

Retirer également la Russie de tous les postes qu'elle occupe dans toutes les Organisations annexes de l'ONU. La Chine ne s'y opposera pas, très soucieuse de son image pacifique. Avoir ciblé uniquement le siège du Conseil des droits de l'homme est vraiment faiblard et timoré.

Puisque Monsieur Poutine crée l'insécurité, il faut le retirer du Conseil de Sécurité. Profiter de cette suspension pour procéder à un « élargissement » du nombre des Permanents (on peut envisager l'Inde (incontournable désormais), un autre Européen, un nouvel Asiatique ou Latino)). Choisir un nombre impair (entre 7 et 9). Supprimer le Vêto tel qu'il a été pratiqué dans les contextes de conflit de l'Ouest contre le Communisme et a autorisé le « laisser-faire » d'atrocités. Ce Vêto d'un seul pays est un concept dépassé, mais créer un Vêto à plusieurs États, à trois par exemple, obligerait à la concertation et aurait une vraie signification dans un monde bien plus complexe.

Les États n'osent pas avancer car ils n'ont pas encore compris que l'ONU politique, obsédée par sa propre sécurité, n'est plus efficace. Elle doit se mêler plus directement

¹Les survivants de l'occupation russe signalent tous que les soldats « étaient saouls » (pratique courante). Ils sont qualifiés « d'animaux, de monstres ». Il n'est pas exclu qu'il puisse s'agir d'individus sortis de prisons, et qui n'ont rien à perdre. C'est une pratique courante du recrutement depuis des siècles. Les délinquants ont le choix entre continuer de pourrir en prison ou tenir les premiers rangs des affrontements. S'ils parviennent à sauver leur peau, leur peine sera effacée... donc tout est permis, y compris le pillage, le vol, le viol et la dévastation. Et aussi beaucoup de désertions. Par ailleurs, il n'est pas inutile de se souvenir que les premières unités soviétiques entrées à Berlin en 1945 étaient Mongoles, et non russes.

d'économie mondialisée, car la sécurité mondiale est autant économique que stratégiquement militarisée. Les missiles n'ont jamais rien résolu.

Il faut à la planète, une ONU, une Organisation Unissant les préoccupations économique et sécuritaire de manière bien plus forte, assimiler les G7, G20, (créés à reculons car on ne pouvait plus exclure les « émergents » et les économiquement indispensables) de manière plus ouverte pour faire face à une réalité de sauvegarde globale. De la part des juristes, continuer de traiter l'argent, la finance avec mépris n'a plus de sens. La Démocratie est désormais économique et borne les prétentions libérales de manière incontournable.

L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) n'est plus « en état de mort cérébrale » : La tentative de Blitz poutinien l'a brusquement réveillée et la rajeunit : elle date tout de même d'une initiative de 80 ans. L'horreur viscérale des Américains pour ce qui émane du communisme a remis le moteur en route. On peut ajouter que les Européens ennuiés les États Unis au-delà de ce qui est avouable, et qu'il est urgent de remettre de l'ordre.

La manœuvre britannique est, sous cet angle, intéressante : BoJo informé des intentions russes s'est empressé de sortir de l'encombrante Union Européenne et s'est remis – avec sa précieuse Livre Sterling – dans le giron nord-américain. Resté dans l'OTAN et toujours Permanent de l'ONU, son expertise est précieuse, mais dans le contexte de son propre profit, renforçant pas la même occasion ses liens de Commonwealth.

Les interminables négociations de sortie de l'Union ont peut-être en partie piégé le chef du Kremlin, lequel observant le pseudo désordre créé par ce tumultueux Brexit et toutes les suppositions sur la fuite d'autres États de l'UE, a figolé son attaque de l'Ukraine. Cette malencontreuse agression, qui ne se déroule pas du tout comme prévu, discrédite complètement le leader russe et le diabolise. Elle peut provoquer sa chute et réorienter la Russie vers un nouveau destin. Peut-être aussi la couper durablement d'une Europe renforcée et d'une OTAN à la configuration renouvelée.

Il paraît illusoire que la Finlande puisse adhérer à l'OTAN. Elle est « non alignée » par statut, doit le rester dans sa délicate position identique à celle de l'Ukraine : une moitié de ses frontières juxte la Russie.

La Finlande est aussi la porte de Saint Pétersbourg.

La Suède doit garder son précieux statut de neutralité ; elle est un interlocuteur de grande stabilisation des relations internationales et doit le rester.

Par contre l'OTAN doit exiger de la Russie (avec un nouveau gouvernement) la démilitarisation totale de la place de Kaliningrad, enclavée entre Baltes et Pologne. Il ne faut pas priver (ou tenter de priver, ce qui serait un beau prétexte de conflit) la Russie de cette ouverture commerciale sur la Baltique, qui est indispensable à ses transits, mais la rendre aussi inoffensive que possible.

Que faire de la petite Moldavie, des Serbes pro-russes, de la Biélorussie ? Et la Russie ? Peut-elle cesser d'être une dictature ? Depuis Yvan le Terrible rien n'a jamais changé, sauf le vocabulaire.

La Turquie, qualifiée de « méprisable » il y a peu, mais membre de l'OTAN, s'est révélée un intervenant efficace. C'est elle qui a amorcé un semblant de dialogue et donné de précieuses informations de la situation en Mer Noire. Une partie des évacuations du Donbass, de la Crimée et alentours, se fera (comme en 1946/48) par là, si c'est nécessaire. Gardienne des fameux détroits du Bosphore, objets de convoitises récurrentes et

dévastatrices, elle en détient désormais les clefs (sous haute surveillance, surtout nord-américaine) par Statut international. Elle est donc un interlocuteur incontournable, d'autant qu'elle gère également un nombre inouï de réfugiés du Moyen Orient et d'Afrique que l'Europe ne peut ni ne veut absorber. Cela moyennant des soutiens financiers non négligeables qui l'aident à affronter une situation de déclin agricole et économique.

L'Union Européenne a également l'opportunité de « faire le ménage », d'arrêter de flanquer son argent (celui des contribuables) par les fenêtres. L'allègement de ses structures et procédures est souhaitable. Le recours abusif aux Cabinets Conseils, le poids du lobbying sont une tare constante, comme si les milliers de fonctionnaires et contractuels qu'elle finance généreusement n'étaient pas compétents.

Par ailleurs, depuis le désastreux « Elargissement » européen aux ex-pays de l'Est, sans aucune précaution, les blocages multiples ont fortement handicapé cette institution aux ambitions mal définies. Il est devenu nécessaire de clarifier « l'europanisation ». Les premiers Six, puis les Neuf du début sont de « vieux européens » dont les vues, au terme de mille ans de batailles, se sont accordées pour les éviter,² et sont habitués à leur propre souveraineté. Mais les « jeunes » États issus de la paix récente, imbibés de théorisation communiste, découvrent depuis peu le bonheur d'être « souverains » et n'entendent pas y renoncer au nom d'une Union qui leur paraît bien illusoire. Par ailleurs certains, carrément, regrettent l'ère soviétique, son confort dans l'ignorance et la rassurante dépendance économique qu'elle générait.

Il faut aussi considérer d'un nouvel œil « l'infréquentable » Pologne qui s'est révélée d'une grande et positive efficacité, face au conflit, tant est immense sa frayeur de revoir arriver des Russes.

Il y a donc beaucoup à faire. La première urgence est de réussir à arrêter cette agression imbécile et cruelle. Comment en finir avec le principal responsable ? Le pire semble toujours possible. Il est souhaitable que les réformes les plus significatives soient accomplies par des « esprits neufs » qui n'ont pas vécu le siècle passé. Cela – même si culturellement ce peut paraître regrettable – permettra d'aller vers un avenir mieux construit et correspondant aux nécessités actuelles. Même si la guerre et le meurtre sont jugulés en un délai supportable, il restera une terrible amertume. Nous avons devant nous, une fois de plus, à traverser un siècle de reconstruction, de comptes à régler et de haine. Cet épisode dans l'histoire des peuples européens constitue une effrayante régression.

²Le but affiché du discours de Jean Monnet était « être de nouveau riches et heureux ensemble »